Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/La-paralysie-europeenne>

La paralysie européenne

- Empire et Résistance - Union Européenne -

Date de mise en ligne : vendredi 14 décembre 2012

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Le 21 décembre se tiendra le sommet entre la Russie et l'Union Européenne. Cette date, en un sens, ne pouvait être plus mal choisie. En effet, l'UE a subi, avec l'impasse sur la programmation budgétaire pour les années 2014-2020, de l'UE un triple échec : économique, politique et symbolique. Cette impasse, qui au mieux durera jusqu'au début de 2013, vient après les très difficiles négociations sur la question de l'aide à accorder à la Grèce du début de la semaine. Ces dernières n'ont abouti qu'à un accord partiel, largement dépendant de la capacité du pays à racheter sa propre dette. Elle survient aussi après des négociations extrêmement dures quant à la part respective des États au sein du groupe aéronautique EADS et une réduction importante des ambitions de l'Europe spatiale. Ces événements témoignent de l'épuisement définitif de l'Union européenne à incarner « l'idée européenne ».

Un échec économique

L'échec sur le budget porte en fait sur 1,26% du PIB des différents pays. Pour 2013 ce sont 138 milliards d'euros qui sont prévus. C'est la faiblesse de cette somme qui pose problème. Alors que la zone Euro est en récession, la logique aurait voulu que l'on se mette d'accord pour un budget de relance, en favorisant la demande et en favorisant des politiques de l'offre et de la compétitivité dans certains pays. Ces politiques ont été quantifiées. Elles impliqueraient, rien que pour le rattrapage de compétitivité, que l'on dépense pour les quatre pays d'Europe du Sud (Espagne, Grèce, Italie et Portugal), environ 257 milliards d'euros par an pendant 10 ans. Si l'on veut être cohérent, il faudrait ajouter à cette somme au moins 100 milliards pour financer des grands projets permettant d'harmoniser la compétitivité des autres pays. Cette dépense supplémentaire de 357 milliards par an, pour un budget d'environ 138 milliards est importante. Elle impliquerait que le budget passe de 1,26% à 4,5%. C'est exactement le contraire qui s'est produit. On voit bien que chaque pays tire à hue et à soi, étant soumis aux règles de l'austérité budgétaire, par ailleurs institutionnalisées par le dernier traité de l'UE, ce qui n'est pas le moindre des paradoxes ! Les égoïsmes se révèlent de toute part.

Le problème est en fait plus compliqué. Les 138 milliards prévus pour le budget 2013 donnent lieu à des retours, plus ou moins importants, pour tous les pays de l'UE. Mais, sur les 357 milliards qu'il faudrait dépenser en plus, 257 milliards sont des transferts nets à destination des quatre pays du Sud déjà évoqués. L'Allemagne devrait à elle seule contribuer à hauteur de 8,5% et 9% de son PIB par an en transferts nets. Sur une période de dix ans cela aboutit à 3 570 milliards d'euros de budget total. Quand on parle du « fédéralisme européen », c'est de cela dont on parle en réalité, car sans transferts importants point de fédéralisme.

Notons que les dirigeants européens n'ont pas réussi à se mettre d'accord sur une somme de 978 milliards d'euros sur 7 ans (2014-2020) alors que sur la même période c'est 2 499 milliards en plus qu'ils auraient dû financer. On mesure l'immensité de la tâche, et son impossibilité dans les circonstances actuelles. La réalité de l'UE est bien l'absence totale de solidarité en son sein, même et y compris quand cette solidarité serait de l'intérêt de tous. Ce que révèle cette situation c'est qu'il n'y a pas de « chose publique » (*res publica*) dans l'Union Européenne.

Cet échec est révélateur de l'épuisement de l'idée européenne.

Un échec politique

L'échec est ensuite politique et il a été mis en lumière lors du Conseil Européen de la nuit du 22 au 23 novembre. On a parlé d'une « alliance » entre la chancelière allemande, Mme Angela Merkel et le Premier ministre britannique David Cameron, qui aurait abouti à l'isolement de la France. Mais cette « alliance » est en réalité purement conjoncturelle. La Grande-Bretagne poursuit son vieil objectif de réduire l'UE à un espace de libre-échange et à un cadre réglementaire le plus léger possible. L'Allemagne, pour sa part, rejointe sur ce point par des pays comme la Finlande, les Pays-Bas et l'Autriche, s'oppose absolument à ce que les transferts prennent plus d'importance. On sait

l'opposition absolue des dirigeants allemands, tous partis confondus, à des transferts massifs, en particulier au sein de la zone Euro. Cela n'implique pas qu'elle partage les vues de la Grande-Bretagne quant à la philosophie de l'UE. Les dirigeants allemands comprennent que cette dernière doit être autre chose qu'une simple zone de libre-échange. Mais, leurs intérêts se rejoignent avec les Britanniques pour s'opposer à l'engagement de sommes supplémentaires, dans la mesure où ils comprennent parfaitement qu'ils seraient, par nécessité, les principaux contributeurs. C'est sur cette alliance que s'est cassée la position française.

L'Allemagne souhaite par dessus tout le statu-quo (qui lui permet de réaliser ses énormes excédents commerciaux au détriment des autres pays de la zone Euro) [1]. Mais, elle n'est pas prête à aller au-delà d'une contribution annuelle d'environ 2% de son PIB (soit environ 50 milliards d'Euros). Si l'on met l'Allemagne au défi de payer les sommes évoquées plus haut, soit 8% à 9% de son PIB afin de rendre viable la zone Euro, elle préférera la fin de la zone Euro. Là où nos dirigeants voient le début d'un processus, qui pourrait être étendu, il y a en réalité un engagement strictement limité de l'Allemagne.

Un échec symbolique

Les échecs tant économiques que politiques de la semaine passée sont, bien entendu, révélateurs d'un échec symbolique majeur. Aujourd'hui, qui croit encore en l'Union Européenne ?

Jamais en fait l'Euroscepticisme ne s'est aussi bien porté, non seulement en Grande-Bretagne, mais aussi en France et même en Allemagne. C'est la crédibilité générale de l'UE qui est en cause, et l'on voit bien ici que les stratégies discursives utilisées par les européistes seront de moins en moins efficaces. Ces stratégies reposent sur une délégitimation des opinions négatives, qui sont associées à des catégories dites « peu éduquées » et par cela incapables de comprendre ce qu'apporte l'UE et sur une explication de ces résultats par les simples difficultés matérielles engendrées par la crise. Sur le premier point, il y aurait beaucoup à dire. On voit immédiatement la parenté entre cet argument et les arguments du XIXe siècle en faveur du vote censitaire. Le second argument contient une parcelle de vérité. Il est clair que l'impact de la crise a modifié les préférences des individus. Mais cet argument se retourne contre ses auteurs : pourquoi l'UE a-t-elle été incapable de protéger les personnes des effets de la crise ?

L'UE, par sa politique actuelle nourrit en fait le retour des haines recuites, que ce soit entre pays (Grèce et Allemagne, mais aussi Portugal ou Espagne et Allemagne) ou à l'intérieur de ceux-ci (Espagne, avec le Pays Basque et la Catalogne et Belgique).

Si les échecs économiques et politiques montrent que l'UE est à bout de souffle, l'échec symbolique, illustré dans les derniers sondages, ouvre la voie à des radicalisations des opinions publiques à relativement court terme.

Tirer les leçons de l'épuisement d'un projet européen

On voit bien que certains pays hors du cadre de l'UE ont un intérêt à l'existence d'une Europe forte et prospère. Le cas de la Russie et de la Chine saute aux yeux. La Russie, de plus, est elle aussi un pays européen, même si elle n'est pas uniquement européenne. Il est donc possible de penser un projet européen intégrant toute l'Europe, y compris les pays qui aujourd'hui ne sont pas membres de l'UE et n'aspirent pas à le devenir. Mais à la condition de faire des nations européennes, ces « vieilles nations » qui restent aujourd'hui le cadre privilégié de la démocratie, la base de ce projet. Ce projet devra être construit autour d'initiatives industrielles, scientifiques et culturelles dont le noyau initial pourra être variable, mais qui exigent pour exister que soient remises en cause un certain nombre de normes et des règlements de l'UE. Plus que tout, il faudra procéder à une dissolution de l'Euro. Cette dissolution, si elle est concertée par tous les pays membres de la zone Euro sera en elle-même un acte européen, et pourra

donner immédiatement lieu à des mécanismes de concertation et de coordination qui feront en sorte que les parités de change des monnaies nationales retrouvées ne fluctuent pas de manière erratique mais en fonction des paramètres fondamentaux des économies.

Jacques Sapir pour Ria Novosti

[Ria Novosti](#).

Post-scriptum :

* **Jacques Sapir** est un économiste français, il enseigne à l'EHESS-Paris et au Collège d'économie de Moscou (MSE-MGU). Spécialiste des problèmes de la transition en Russie, il est aussi un expert reconnu des problèmes financiers et commerciaux internationaux. Il est l'auteur de nombreux livres dont le plus récent est « La Démondialisation »

[1] **Patrick Artus**, « La solidarité avec les autres pays de la zone euro est-elle incompatible avec la stratégie fondamentale de l'Allemagne : rester compétitive au niveau mondial ? La réponse est oui », FLASH Économie, NATIXIS, n°508, 17 juillet 2012 - Voir le document joint en pdf plus bas (Paris, Le Seuil, 2011)